



UNESCO – UNT



affluents, trouvent leur source en Guinée, d'où le surnom de «

centrale et est entourée de six pays (Guinée-Bissau, Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Leone) avec lesquels elle dispose des frontières communes. De plus, la dynamique démographique de ce pays constitue une opportunité.

promotion et d'utilisation des technologies endogènes au plan national. De ce fait, l'impact du système STI national dans le processus de développement reste insignifiant.

Toutefois, les visites-entretiens que nous avons effectués en Guinée montrent qu'il y a un réel intérêt et un engagement des parties prenantes à s'investir dans les STI. La Guinée s'est fixé pour objectif de devenir une économie émergente d'ici 2030. Il est attendu de la STI de jouer un rôle dans l'atteinte de cet objectif.

de 3,1%, ce qui équivaut à un doublement tous les 22,5 ans. La répartition par âge montre une proportion importante de jeunes. En effet, 22% de femmes et 23% d'hommes appartiennent au groupe d'âge 15-19 ans ; environ 18% de femmes et 17% d'hommes sont âgés de 20 à 24 ans. Ce taux de croissance démographique entraîne une forte demande sociale (notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'emploi, du logement et du transport) à laquelle doivent répondre les politiques sociales.

En Guinée, l'urbanisation n'a toujours pas été maîtrisée avec ses effets sur le cadre de vie et le bien-être des populations. Ces problèmes se manifestent en terme de diverses nuisances et de pollutions causées par une insuffisance ou une absence de gestion des eaux usées domestiques et des excréta,

2. 2.3. Cadre stratégique de développement : Plan National de Développement
Economique et Social (PNDES) 20162020

Prendre en compte les problématiques du développement nécessite à la Guinée de prendre en compte 4 types de défis critiques : i) les défis d'une gouvernance de qualité, ii) les défis d'une croissance de qualité (forte, inclusive et soutenable), iii) les défis socio-démographiques, iv) les défis environnementaux. La Guinée a des atouts lui permettant de relever ces défis, en lui

guinéenne. Il se compose de représentants de ministères, de la communauté scientifique, et des utilisateurs des produits de la recherche scientifique et technologique.

Les institutions scientifiques et techniques des secteurs public, parapublic et privé
En Guinée, la R-D est exécutée par 38 institutions du secteur de l'Etat, et 15 de l'enseignement supérieur. Au niveau des Entreprises, une dizaine d'institutions de R-D a été dénombrée en 2006. En plus des institutions de R-D, il existe 11 Services Scientifiques et Techniques.

a) Institutions publiques de R-D

- Centre de Recherche Scientifique de Conakry – Rubané
- Institut Pasteur de Guinée
- Centre de Recherche et de Valorisation des Plantes Médicinales de Dubréka
- Centre International de Recherche sur les Infections Virales Tropicales
- Centre de Recherche Agronomique de Foulayah
- Centre de Recherche Agronomique de Kilissi
- Centre de Recherche Agronomique de Koba
- Centre de Recherche Agronomique de Sérédou
- Centre de Recherche Agronomique de Bareing
- Centre de Recherche Agronomique de Bordo
- Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura
- Centre d'Etudes et de Recherche sur les Petits Animaux
- Centre d'Etude et de Recherche sur l'Environnement
- Centre d'Etude et Recherche Environnementale de Labé
- Centre de Gestion des Monts Nimba
- Centre de Recherche et de Vulgarisation de l'Aulacodiculture de Kankan - Centre Pilote de Technologies Industrielles
- Centre de Gestion des Monts Nimba
- Centre d'Anatomie et de Pathologie de Donka
- Centre National de Transfusion Sanguine
- Institut de Recherche et de Vulgarisation de l'Aulacodiculture en Guinée - Institut de Recherche en Linguistique Appliquée
- Institut de Recherche Agronomique de Guinée

- Institut de Technologie Alimentaire de Guinée

-

- Centre Universitaire de N’Nzérékoré
- Centre Universitaire de Labé
- Centre de formation et de recherche en santé de Mafèrinya
- Ecole préparatoire d’Ingénieur.

c) Institutions de R-D au niveau des entreprises privées

- Société de Produits Aromatiques de Guinée 055 Service développement de la Société Friguia
- Service développement qualité de la Compagnie de Bauxites de Guinée 057 Laboratoire de la Compagnie des Bauxites de Kindia
- Laboratoire de chimie de la Compagnie de Bauxites de Guinée
- Guinée Ecologie
- Association Guinéenne pour le Bien être familial.

d) Institutions de Service Scientifique et Technique (SST) et IDST

- Institut supérieur des sciences de l’éducation
- Centre d’étude et de documentation scientifique et technique
- Centre de documentation et d’information pour le développement
- Services des statistiques et de planification du MESRS
- Direction nationale de la météorologie 066 Laboratoire d’analyses de Matoto
- Centre hospitalo – universitaire de donka
- Centre hospitalo – universitaire Ignace Deen
- Cellule de recherche en santé de reproduction
- Réseau guinéen de recherche sur le SIDA/ Sida Alerte
- Institut national de recherche et d’action pédagogique
- Direction nationale des mines
- Direction nationale de l’hydraulique
- Service national des sols
- Direction nationale de la météorologie

Les pays qui ont satisfait aux critères d'éligibilité ont adhéré au programme selon les séries: PPAAO A (Ghana, Mali et Sénégal), PPAAO B (Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Nigéria), PPAAO C (Bénin, Gambie, Guinée, Libéria, Niger, Sierra Leone et Togo) et PPAAO D (Mauritanie, le Cap-Vert et la Guinée-Bissau), qui est en cours de préparation. Les pays du WAAPP A ont terminé leur première pha

Source de financement : Le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF/WECARD) avec l'appui de la Banque islamique de développement (BID) et la Banque Mondiale

Couverture géographique : Régional

Résultats, conséquences et preuve du succès : Les résultats obtenus comprennent : (i) création de centres d'incubation au sein des centres nationaux de spécialisation (CNS) ; (ii) production de trente (30) films documentaires sur les technologies agricoles à fort impact potentiels et diffusion sur YouTube des innovations générées par les CNS pour la création d'emplois et de richesses pour les jeunes et d'autres outils tels que les médias sociaux; (iii) Services consultatifs fournis pour guider les jeunes sur la façon de développer des compétences et des connaissances sur la création d'emplois.

Lien :

<http://www.waapp-ppaao.org/en/node/719>

Mots-clés : entreprenariat innovant, renforcement des capacités des structures, business plan

Aperçu :

Le Fonds Afric'innov a pour ambition de fournir les financements nécessaires aux frais de début de parcours (frais de recherche et développement, prototypage, travail sur le business plan, conseil fiscal et juridique, ...etc.) que les banques commerciales considèrent trop risqués. Lancé en octobre 2016, l'objectif est d'aider à la professionnalisation du soutien à l'entrepreneuriat en Afrique.

Avec un financement de l'AFD, l'Institut de la Recherche pour le Développement (IRD), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), le groupe Orange, l'association AfricaFrance et l'association Bondy (France) et l'association AfricaFrance ont financé les incubateurs

dont le mandat englobe le soutien aux jeunes et à l'entrepreneuriat en Afrique. Pour mieux appuyer les jeunes entrepreneurs innovants en Afrique, le Fonds pour la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat des jeunes finance le **Challenge Prize** qui, tous les ans, distingue les 20 meilleures PME/start-up africaines créées et dirigées par des jeunes – notamment des jeunes femmes. Un financement est offert aux lauréats.

Hormis dans le cadre du **Challenge Prize**

Le Comité d'approbation des subventions se compose de l'équipe dirigeante du Fonds mondial et de représentants des partenaires techniques, bilatéraux et multilatéraux. Entre autres fonctions, il examine la subvention finale avant de la recommander au Conseil d'administration du Fonds mondial pour approbation. Le premier décaissement de la subvention est effectué une fois celle-ci acquise.

§ S S U R F K H V H F W R U L H O O H R X : K R U L J R Q W D O H G H O ¶ L Q V W U X

a. Sectorielle

Mode de soutien/Type de mécanisme : subventions

& R Q G L W L R Q V S R X U F D Q G L G D S W H H à j u n C o m i t é d e F o n d s M o n d i a l W
est fonction du niveau de revenu du pays et de la charge de morbidité. Les pays peuvent être admissibles pour le financement d'une, de deux ou des trois maladies.

Groupes cibles/bénéficiaires : Pays

Eligibilité/critères de sélection :

Mode de déboursement des ressources financières : Le Fonds mondial finance des programmes dans les pays et des programmes multipays.

i) Financement alloué à un pays : Le Fonds mondial affecte la plupart de ses financements aux sommes allouées aux pays. C'est à l'instance de coordination nationale, un comité national regroupant des représentants de tous les secteurs, qu'il incombe de solliciter les financements alloués aux pays. Par l'intermédiaire de l'instance de coordination nationale, chaque pays recevant une somme allouée soumet des demandes de financement pour les composantes de maladie admissibles au nom de l'ensemble du pays. ii) Financement multipays : Le Fonds mondial répond aux besoins des pays, mais les maladies ne connaissent pas les frontières et, parfois, la solution la plus efficace est celle qui associe plusieurs pays ou régions. Par l'intermédiaire du financement multipays, nous voulons répondre à un nombre limité de priorités qui touchent plusieurs pays et ne peuvent être financées uniquement par les sommes allouées à chaque pays individuellement.

Budget annuel : Le partenariat du Fonds mondial mobilise et investit plus de 4 milliards de dollars US chaque année à l'appui de programmes dirigés par des spécialistes locaux dans plus de 100 pays. Au début de chaque cycle de financement triennal, le Fonds mondial communique aux pays admissibles la somme qui leur est allouée. Il calcule cette somme en fonction de la charge de morbidité et des capacités économiques d'un pays, le calcul est ensuite affiné pour rendre compte de facteurs importants dans le pays.

Couverture géographique : Mondial

Lien : <https://www.theglobalfund.org/fr/>

7 L W U H G H O ¶ L Q V W U X P : P r o g r a m m e H o r i z o n 2 0 2 0 Q Q H O 6 7 ,

Mots-clés : recherche, innovation,

Aperçu :

Horizon 2020 est un programma cadre pour la recherche et l'innovation pour la période 2014-2020.

Objectifs du plan (ou de la politique STI) auxquels l'instrument est en lien :

Les candidates seront constituées en équipes selon leurs profils et bénéficieront de quelques jours pour présenter leur pitch devant un jury intermédiaire. Les 10 meilleurs projets seront retenus en final pour pitcher devant un jury de professionnels.

Objectifs spécifiques :

Approche sectorielle ou horizontale de l'instrument : a. sectorielle : ce concours est réservé au domaine des TIC.

Mode de soutien/Type de mécanisme :

Formation

Fonds de démarrage de l'initiative entrepreneuriale

Ce concours est ouvert :

- aux jeunes filles/femmes
- aux résidentes en Guinée
- aux détentrices de projets innovants dans le numérique

Groupes cibles/bénéficiaires :

- étudiantes
- salariées
- en quête d'emploi

Lien :

<https://www.afrikatech.com/fr/entreprendre/guinee-2nd-edition-du-concours-pitch-ton-innovation/>

<https://www.facebook.com/saboutech/posts/1755757081172966/>

Ce centre dispose d'un bateau de recherche qui est le fruit de la collaboration avec le Japon. Ils ont acquis ce bateau en 2003. Les chercheurs sortent pour évaluer la quantité de poissons avec. La Guinée a un potentiel en Aquaculture qui est intéressant. Les enquêtés estiment qu'il faut laisser le temps aux poissons de se reproduire. Il existe en Guinée un bulletin des statistiques de toutes les pêches. Ça contient des articles publiés quand il y a un financement. Le Département de pêche industrielle du Centre National des Sciences Halieutiques de Boussoura travaille sur les statistiques de la pêche qui sont publiées dans ce bulletin. Les posters réalisés par ce centre sont le résultat des cinq dernières années. Ils ont une base de données extrêmement riche. Ils orientent les décideurs avec des données, font des recensements à l'échelle nationale et régionale.

d'un bain-marie qui est hors-service à cause d'un problème d'alimentation électrique.

en place le financement de la formation des cadres. La Banque Mondiale a donné son accord pour financer cette formation dont le coût s'élève à 3 à 4 milliards de dollars.

Le Bureau de Suivi Stratégique de la Primature a fait une étude puis des propositions. Il y a même un système économique qui suit. Il y a déjà 1 000 jeunes qui ont été formés avec le fonds mentionné. L'Etat a aussi mis en place une formation mobile de mines. Ca consiste à former des jeunes dans une zone puis à se déplacer pour aller dans une autre zone. Cette méthode a permis de former 1 000 jeunes. Des guinéens partent se former dans des pays étrangers, notamment le Sénégal, dans le domaine des mines.

Au niveau de la Primature, il existe un projet permettant de connaître la liste des guinéens de la diaspora qui ont les compétences et faire appel à eux pour qu'ils viennent occuper des postes en Guinée. Ce projet a ainsi permis de faire revenir en Guinée des guinéens qui vivaient à

3. 3.2. Résultats, contribution et impact des activités STI sur le développement de la Guinée

Durant ces huit dernières années, le Gouvernement guinéen a fourni des efforts considérables pour le développement des sciences et de la technologie. Le Ministère en charge de la recherche a obtenu un certain nombre de résultats ayant eu des impacts sur le développement socioéconomique du pays (voir tableau suivant).

RESULTATS	CONTRIBUTION & IMPACTS SUR LE DEVELOPPEMENT DU PAYS	LIENS AVEC DES ODD
Mise au point de Phytomédicaments :	1	

Tropicales Importantes pour Outil tt
les Plantes

Conception et réalisation d'une borne médicale numérique multifonctionnelle	Amélioration du diagnostic médical des populations ; réduction des dépenses de devises pour les évacuations sanitaires	1 et 3

Découverte d'une nouvelle espèce d'ebolavirus appelée "Bombali" chez les chauves-souris.	Amélioration de la connaissance universelle ; mise en évidence que les chauves-souris seraient l'un des réservoirs principaux des Ebolavirus.	3
Conception et réalisation d'une couveuse solaire	C-9(n)2[]TETEM7C /Artifact BMC 70.775	

politiques/lois/instruments adoptés pour promouvoir les capacités STI, d) les besoins en

- x Existence des centres régionaux de formation des jeunes;
- x Création d'un service genre et équité au sein du département ;
- x Existence de l'initiative pour l'institutionnalisation du genre dans le secteur minier;
- x Existence des unités de formation mobile des jeunes selon les besoins sociétés minières;
- x Projet d'un plan de formation continue des cadres du département.

4. 1.4. Les besoins en technologie

- x Mise en place d'un réseaux intranet et internet pour l'interconnexion entre les différents services ;
- x Mise à disposition des infrastructures de support;
- x Renforcement des capacités des cadres du secteur;
- x Mobilisation des fonds pour la maîtrise et la promotion des STI;
- x Elaboration d'une politique STI dans le secteur des mines ;
- x

‡ Efficacité, rapidité et efficacité de la communication entre les personnels eux-mêmes, le personnel et les patients.

4. 2.2. Principaux problèmes limitant la promotion des STI dans le secteur de la santé

- ‡ Faible disponibilité en eau, énergie
- ‡ Faible financement en dépit de l'amélioration récente
- ‡ Faible compétence des ressources humaines
- ‡ Faible encadrement institutionnel pour la promotion STI (Gouvernance et leadership).

4. 2.3. Conditions du cadre du secteur de la santé dans le système national (Général, PHV, XUV, SULVHV, SRXU, SURPRXYRLU, Santé)

- ‡ Politique : Plan National de Développement Sanitaire (2015-2024), Santé Communautaire et Médecine Traditionnelle, Santé Familiale Nutrition et la pharmacie.
- ‡ Adoption de la stratégie de GAVI dans le secteur de la santé, augmentation % du budget allouer à la santé
- ‡ Lois Instrument : DHIS2 (District Health Information System), la loi pharmaceutique, eSIGL et iRHIS.

OHV, XUV, SULVHV, RX, HQYLVDJpHV, SRXU, OHV, MHXQHV, OHPJ

- ‡ Recrutement des personnels de santé formé à l'extérieur (spécialiste) et à l'intérieur du pays
- ‡ Projet de recrutement de 5 000 agents au compte de la santé
- ‡ Projet booster les compétences (BM)
- ‡ Gratuité de la prise en charge du paludisme

4. 2.4. Les besoins en technologie

- ‡ Connectivité des structures sanitaire (Publique-privée)
- ‡ Les équipements informatiques et assurer la formation du personnel

‡ Equiper technologiquement le pb c nmb mm sh e

- 9 Insuffisance de formation des cadres
- 9 Gestion et valorisation des déchets ;
- 9 Conservation des produits.

4.3.3. Conditions du cadre du secteur agricole dans le système national
 G L Q Q R n e S u e s P r e s (mesures prises pour promouvoir les capacités STI dans le secteur agricole)

PNDES, PNIASAN, les codes (pêche maritimes, continentale, environnement, eaux et forêts,

Décret.

Lien

<https://slideplayer.fr/slide/483638/>

Décret N° 231 / PRG SGG / 89

Date de promulgation
21 Décembre 1989

Description

Un décret portant répartition des Institutions de recherches scientifiques entre des Départements Ministériels.

Arrêté N° 5331 / MESRS / CAB

Date de promulgation
10 Décembre 2001

Description

Un arrêté portant Attributions et Organisation de la Direction Nationale de la Recherche Scientifique et Technologique.

Source

Rapport Magassouba

Loi L / 2005 / O11 / AN

Date de promulgation
04 Juillet 2005

Description

Une loi adoptant et promulguant la Loi d'Orientation de la Recherche Scientifique et Technique en Guinée. Ce texte législatif qui définit de façon pertinente les différentes composantes de la politique scientifique de la Guinée est d'une importance primordiale. C'est pour la première fois que ce pays est doté d'un tel acte, unique en son genre.

Décret D/ 2006 / 018 / PRG / SGG

Description

Un décret portant Statut Particulier des Personnels de l'Education.

Date de promulgation
28 Juin 2006

